



Public  
Service  
Labour  
Relations  
Board

Commission des  
relations de  
travail dans la  
fonction  
publique

N° de dossier de la  
C.R.T.F.P.

Pour usage interne  
seulement

## Formule 8 (article 47)

### DEMANDE DE RENVOI D'UN DIFFÉREND À L'ARBITRAGE

*Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

- AVIS :**
- 1) L'original et quatre copies de la présente demande doivent être déposés auprès du directeur général de la Commission.
  - 2) Une copie de la convention collective la plus récente conclue entre les parties relativement à l'unité de négociation décrite au point 3 doit être jointe à la présente demande.

---

#### 1. Renseignements sur la partie qui demande le renvoi d'un différend à l'arbitrage

Nom :

Adresse postale

Appartement (*si applicable*) : N° et rue :

Ville : Province ou territoire : Code postal :

Nom du représentant autorisé :

Adresse postale (*si différente de celle inscrite ci-dessus*)

Appartement (*si applicable*) : N° et rue :

Ville : Province ou territoire : Code postal :

N° de téléphone : ( ) N° de télécopieur : ( )

Adresse électronique :

#### 2. Renseignements sur l'autre partie au différend

Nom :

Adresse postale

Appartement (*si applicable*) : N° et rue :

Ville : Province ou territoire : Code postal :

---

**3. Description détaillée de l'unité de négociation visée par la demande :**

**4. Date à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné conformément à l'article 105 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* :**

(jj/mm/aaaa)

**5. Date la plus récente, avant la date inscrite au point 4, à laquelle la Commission a enregistré un mode de règlement des différends choisi par l'agent négociateur pour l'unité de négociation décrite au point 3 :**

(jj/mm/aaaa)

**6. Mesures qui ont été prises, date des réunions qui ont eu lieu et avancement des négociations à la suite de la délivrance de l'avis de négociateur collectivement :**

**7. Condition d'emploi pour laquelle le renvoi à l'arbitrage est demandé :**

8. Propositions, ***dans les deux langues officielles***, quant à la décision arbitrale qui doit être rendue au sujet de la condition d'emploi précisée au point 7 :

9. Demandez-vous l'établissement d'un conseil d'arbitrage formé de trois membres, en vertu du paragraphe 140(1) de la ***Loi sur les relations de travail dans la fonction publique?***

oui      non

---

Étant dûment autorisé(e) à cet effet, je soussigné(e) présente la *Demande de renvoi d'un différend à l'arbitrage*.

Date :

(jj/mm/aaaa)

(Signature du représentant autorisé)

(Fonction exercée auprès de la partie qui demande le renvoi d'un différend à l'arbitrage)

---